



1322132  
OFF  
A11EB  
63/36  
[5]

# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 2 JANVIER 1904.

QUEBEC, SATURDAY, 2nd JANUARY, 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

GOVERNMENT NOTICES

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 23

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 24

### Nominations

### Appointments

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur par ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de décembre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Bedford.—MM. Joseph Hébert, sr, cultivateur, et Agapit Bélanger, bourgeois, de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de Shefford.

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the nineteenth of December, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Bedford.—Messrs. Joseph Hebert, sr., farmer, and Agapit Belanger, gentleman, of the parish of Saint Joachim, in the county of Shefford.

District de Gaspé.—MM. Henry Keays et Xavier Leblanc, tous deux cultivateurs, du canton Nouvelle, dans le comté de Bonaventure.

District of Gaspé.—Messrs. Henry Keays and Xavier Leblanc, both farmers, of township Nouvelle, in the county of Bonaventure.

District de Saint-François.—MM. James Simpson, cultivateur et maître de poste, et Joseph Brault, cultivateur, de Rock Forest, dans le comté de Sherbrooke.

District of Saint Francis.—Messrs. James Simpson, farmer and postmaster, and Joseph Brault, farmer, of Rock Forrest, in the county of Sherbrooke.

District des Trois-Rivières.—MM. Harry George French, commis et agent, de Forges Radnor, dans le comté de Champlain, et Albert Dumont, secrétaire-trésorier, du conseil du comté de Nicolet, de Bécancourt, dans le comté de Nicolet.

District of Three Rivers.—Messrs. Harry George French, clerk and agent, of Radnor Forges, in the county of Champlain, and Albert Dumont, secretary treasurer of the county of Nicolet, of Bécancourt, in the county of Nicolet.

District de Montréal.—MM. Joseph David, cultivateur, de Saint-Hubert, Frédéric Courtemanche, marchand, et Joseph Bouchard, contre-maître, du canton Chambly, George Pepin, marchand, de Bassin Chambly, Charles Massé, Joseph Brunelle et Hubert Forget, cultivateurs, de la paroisse de Chambly, Alexandre Coalier, entrepreneur, du vil-

District of Montreal.—Messrs. Joseph David, farmer, of Saint Hubert, Frederic Courtemanche, merchant, and Joseph Bouchard, foreman, of the township Chambly, George Pepin, merchant, of Chambly Basin, Charles Massé, Joseph Brunelle and Hubert Forget, farmers, of the parish of Chambly, Alexandre Coalier, contractor, of the village of

lage de Boucherville, Azarie Lamoureux, cultivateur, de la paroisse de Boucherville, Théophile Mongeau, cultivateur, de Saint-Bruno, Elphège Benard, cultivateur, de Saint-Basile, Victor Trudeau, marchand, et Louis Betournay, manufacturier, de la ville de Saint-Lambert, Magloire Dagenais, notaire, et David Globensky, maître-boulangier, de la ville de Longueuil, Raymond Achin et Louis Betournay, cultivateurs, de la paroisse de Longueuil, dans le comté de Chambly. 9

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nominations de commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 26 décembre dernier 1903, de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Chicoutimi : Saint Félix d'Otis.—Révd. M. H. Néron, prêtre missionnaire, et MM. Prudent Potvin, Joseph Wolzingt, Héracléus Bouchard et Elie Belley.

Nicolet : Saint-Samuel de Horton.—MM. Exilia Desilets et Séverin Lupien.

Québec : Rivière aux Pins.—MM. Terence McLaughlin, Félix Théberge, Thomas Murphy et Michael Murphy. 43

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six décembre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. William Beadie, contre-maitre de la "The Dominion Bridge Company," de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, et M. James George Reid, ingénieur, de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly. 45

Proclamation

Canada, }  
Province de } L. N. CASAULT  
Québec. }  
{ L. S. }

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tous et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en

Boucherville, Theophile Mongeau, farmer, of Saint Bruno, Elphege Bernard, farmer, of Saint Basile, Victor Trudeau, merchant, and Louis Betournay, manufacturer, of the town of Saint Lambert, Magloire Dagenais, notary, and David Globensky, master baker, of the town of Longueuil, Raymond Achin and Louis Betournay, farmers, of the parish of Longueuil, in the county of Chambly.

10

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointments of a school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 26th of December last, 1903, to make the following appointments, to wit :

*School commissioners.*

Chicoutimi : Saint Felix d'Otis.—The Revd. H. Neron, missionary priest, and Messrs. Prudent Potvin, Joseph Wolzingt, Héracléus Bouchard and Elie Belley.

Nicolet : Saint Samuel de Horton.—Messrs. Exilia Desilets and Séverin Lupien.

Quebec : River aux Pins.—Messrs. Terence McLaughlin, Félix Théberge, Thomas Murphy and Michael Murphy. 44

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth December, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. William Beadie, foreman of "The Dominion Bridge Company, of Lachine, in the county of Jacques Cartier, and Mr. James George Reid, engineer, of the town of Saint Lambert, in the county of Chambly. 46

Proclamation

Canada, }  
Province de } L. N. CASAULT  
Québec. }  
{ L. S. }

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

ROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislative

Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec.

25

### Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—  
Département des Terres, Mines et Pêcheries.

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Dequen.*

Lots 1 et 2 du 10<sup>e</sup> rang, à Renat Bouchard.

*Canton Roux.*

Lot 17 du rang S. O., à Wm Miville dit Deschesnes.

*Canton Taché.*

Lots 12 et 13 du 4<sup>e</sup> rang, à Eug. Bergeron.

*Canton Simard.*

Lot 6 du 4<sup>e</sup> rang, à Nap. Tremblay.

Lot 7 du 6<sup>e</sup> rang, à Jean T. Giroux.

*Canton Tremblay.*

Lot 30 du 5<sup>e</sup> rang, à Jos. Tremblay, fils d'Emilien.

Lot 65 du 9<sup>e</sup> rang, à Arth. A. Hudon.

*Canton Douglas.*

Lot 16 du 3<sup>e</sup> rang, à David Baird, fils de Chs.

E. E. TACHE,  
Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

Québec, 2 janvier 1904.

47

of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be herunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASAULT, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SEVENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

26

### Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC

—  
Department of Lands, Mines and Fisheries.

#### [PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Dequen.*

Lots 1 and 2 of 10th range, to Renat Bouchard.

*Township Roux.*

Lot 17 of S. W. range, to Wm Miville dit Deschesnes.

*Township Taché.*

Lots 12 and 13 of the 4th range, to Eug. Bergeron.

*Township Simard.*

Lot 6 of 4th range, to Nap. Tremblay.

Lot 7 of 6th range, to Jean T. Giroux.

*Township Tremblay.*

Lot 30 of 5th range, to Jos. Tremblay, son of Emilien.

Lot 65 of 9th range, to Arth. A. Hudon.

*Township Douglas.*

Lot 16 of 3rd range, to David Baird, son of Chs

E. E. TACHE,  
Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries

Québec, 2nd January, 1904.

48

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-huit de décembre 1903, incorporant l'honorable Jean Damien Rolland, manufacturier, de la cité de Montréal, Stanislas Jean Baptiste Rolland, manufacturier, de la ville de Saint-Jérôme, Léon Rolland, commis, Emile Rolland, gérant, Jean Rolland, manufacturier, Octavien Rolland, gérant, Léonidas Labrie, comptable et Joseph Daunais, commis, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : faire le commerce général de librairie, papeterie, imprimerie, reliure, importation d'objets de piété, livres et articles de fantaisie ; d'avoir et exploiter des imprimeries ; d'avoir et exploiter des ateliers de reliures, sous le nom de "La Société J. B. Rolland & Fils" avec un fonds social de deux cents mille piastres (\$200,000.00),

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty eight day of December, 1903, incorporating the honorable Jean Damien Rolland, manufacturer, of the city of Montreal, Stanislas Jean Baptiste Rolland, manufacturer, of the town of Saint Jérôme, Léon Rolland, clerk, Emile Rolland, manager, Jean Rolland, manufacturer, Octavien Rolland, manufacturer, Léonidas Labrie, accountant, and Joseph Daunais, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to carry on a general business in books, stationery, printing, binding, importing objects of piety, books and fancy goods, to have and work printing offices to have and work book binders shops, by the name of "La Société J. B. Rolland & Fils", with a capital stock of two hundred thousand dollars

divisé en deux mille actions (2,000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de décembre 1903.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

27

#### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 décembre 1903.

Présent : le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton Campbell, dans le comté de Labelle, le deuxième jour de mars 1903, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton Campbell, dans le comté de Labelle, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

11 Greffier du Conseil Exécutif.

Québec, 28 décembre 1903.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 décembre 1903, d'autoriser le transfert, en faveur de Victor Joannette, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Timothée, dans le comté de Beauharnois, des minutes, répertoire et index de feu Louis Gervais, en son vivant notaire public, de la dite paroisse de Saint-Timothée, comté de Beauharnois, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

17

Québec, 28 décembre 1903.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 décembre 1903, d'autoriser le transfert en faveur de Joseph Roch Mainville, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, des minutes, répertoire et index de feu Philias Mainville, en son vivant notaire public, de la cité de Montréal, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

19

La formation d'une société sous le nom de "First Canadian Benefit Society of Radautzer, dans l'état de Buckowinaer, en Autriche", dans le but de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, a été autorisée par ordre en conseil en date du 26e jour de décembre 1903.

Le principal bureau de la société sera dans la cité de Montréal.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

Québec, 28 décembre 1903. 15

Québec, 24 décembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Antoine Oscar Vachon, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant au village de Kingsville, comté de Mégantic, district d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Léonidas Laliberté, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant dans le dit village de Kingsville, dans le dit district, ainsi que des

(\$200,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this thirtieth day of December, 1903.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

28

#### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 26th December, 1903.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township Campbell, in the county of Labelle, on the second day of March, 1903, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township Campbell, in the county of Labelle, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

12 Clerk Executive Council.

Québec, 28th December, 1903.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 26th of December, 1903, to authorize, in favor of Victor Joannette, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Timothée, in the county of Beauharnois, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Louis Gervais, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Timothy aforesaid, in the county of Beauharnois, the whole in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

18 Provincial Secretary.

Québec, 28th December, 1903.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, the 26th December, 1903, to authorize, in favor of Joseph Roch Mainville, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Philias Mainville, in his lifetime, notary public, of the city of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,

20 Provincial Secretary.

The formation of an association under the name of "First Canadian Benefit Society of Radautzer, in the state of Buckowinaer, in Austria", for the purpose of making provisions, by means of contribution from its members, for those of its members who are afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, has been authorized by order in council dated the 26th of December, 1903.

The head office of the association is in the city of Montreal.

AMD. ROBITAILLE,

Québec, 28th December, 1903. 16

Québec, 24th December, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Antoine Oscar Vachon, esquire, notary public, residing and practising in the village of Kingsville, county of Mégantic, district of Arthabaska, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Leonidas Laliberté, in his lifetime notary public, residing and practising in the said village of Kingsville, in the said district, as well as the minutes, repertory and index of the

minutes, répertoire et index de feu Elisé Noel, notaire, et dont le dit Léonidas Laliberté était cessionnaire légal en vertu des dispositions du code du notariat.

3971.2

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

No. 1439.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, comté de Soulanges, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges le No 148 et les numéros suivants jusqu'à 254 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Emile."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3925.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des

late Elisé Noel, notary, of whom the said Leonidas Laliberté was the legal grantee in virtue of the provisions of the notarial code.

3972

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

No. 1439.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect of a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint Joseph, in the county of Soulanges, the lots bearing on the official cadastre of the parish of St-Joseph de Soulanges, the No. 148, and the following numbers to No. 254 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Saint Emile."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3926

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private

bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

21 LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

22 LOUIS FRECHETTE,  
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, &c. or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoratoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill, qu'après production

Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903."] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal

d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3079

Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demands à la Législature

### AVIS.

Avis est par le présent donné que la cité de Hull s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendement son acte d'incorporation, concernant "entre autres sujets":

- 1° Les pouvoirs d'expropriation.
- 2° Le taux de taxation et autres matières s'y rattachant.

resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3080

Clerk of the Legislative Assembly.

## Applications to the Legislature

### NOTICE.

Notice is hereby given that the city of Hull will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation, in the following "among other respects":

1. Its powers of expropriation.
2. The rate of taxation and other matters thereto pertaining.

- 3° Les revenus et la perception d'iceux.
- 4 Les améliorations locales.
- 5° Les devoirs et pouvoirs du Conseil et de ses officiers.
- 6° La publication des règlements et avis municipaux.
- 7° La préparation du rôle d'évaluation et sa révision.
- 8° Les qualifications des voteurs aux élections municipales.
- 9° La délimitation des quartiers.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs de la cité de Hull.

Hull, 28 décembre 1903. 35

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, par les commissaires d'école de Sherbrooke, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke et les actes qui l'amendent, en établissant le taux minimum de la taxe scolaire à quatre dixièmes de centin (mills) dans la piastre et le taux minimum de six dixièmes (mills) dans la piastre, au lieu de deux dixièmes (mills) et quatre dixièmes (mills) de centin, respectivement ; et aussi pour pourvoir que lorsque les deux bureaux des commissaires ne pourront s'accorder quant au taux à être prélevé, il sera de quatre dixièmes de centin dans la piastre ; et pour rendre plus clair les dispositions du dit acte concernant les perceptions et collection de la taxe.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 21 décembre 1903. 3939.2

Avis est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, tel que pourvu par l'acte 55-56 Victoria, chap. 61, section 1, tel que pourvu par la loi concernant l'éducation dans cette province, et par la charte de la cité de Montréal, et ses amendements, en tant que les dispositions des dits actes concernant la somme devant être payée par la corporation de la cité de Montréal au Bureau des Ecoles Protestantes de la dite cité, pour l'entretien des écoles protestantes dans la dite cité, et le taux d'une piastre requis à être prélevé sur la valeur totale d'immeubles dans la cité de Montréal, pour créer la somme requise pour l'entretien des écoles protestantes dans la dite cité.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

HENEKER & MITCHELL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 décembre 1903. 3901.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Parks and Play Grounds Association of Montreal," pour obtenir un acte d'incorporation. Les objets de la dite association sont de promouvoir la conservation et l'extension de parcs et terrains ouverts dans et aux environs de la cité de Montréal, l'amélioration de la cité et autres objets semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 décembre 1903. 3813.3

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Thomas Arthur Cimon, étudiant en droit, de Québec, pour obtenir un acte permettant à la chambre des notaires de la province de Québec de l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

THOMAS ARTHUR CIMON,

JE. E. L.

Québec, 1er décembre 1903. 3695.5

3. Revenues and the collection thereof.

4. Local improvements.

5. The duties and the powers of the Council and of its officers.

6. The publication of by-laws and municipal notices.

7. The preparation of the valuation roll and its revision.

8. The qualifications of electors at municipal elections.

9. The delimitation of the wards of the city.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for the city of Hull.

Hull, 28th December, 1903. 36

Notice is hereby given that application will be made by the school commissioners of Sherbrooke, to the Legislature, at its next session, for an act to amend the act 40 Victoria, chapter 23, respecting public instruction in the city of Sherbrooke and amending acts, by making the minimum rate of the school tax four mills in the dollar and the maximum rate six mills in the dollar, instead of two mills and four mills, respectively ; and also by providing that when the two boards of commissioners are unable to agree as to the rate to be levied, it shall be four mills in the dollar. and to make more clear the provisions of the said act as to the levy and collection of the tax.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors for applicants.

Sherbrooke, 21st December, 1903. 2940

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners for the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the law respecting school taxes in the city of Montreal, as provided by the act 55-56 Victoria, chap. 61, section 1, and as provided by the law respecting education in this province and by the charter of the city of Montreal and its amendments, in so far as the provisions of said acts relate to the sum to be paid by the corporation of the city of Montreal to the Protestant School Board of the said city for the support of protestant schools in the said city, and the rate on the dollar required to be levied on the total value of the real estate in the city of Montreal, to create the sum required for the maintenance of protestant schools in the said city.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

HENEKER & MITCHELL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 17th December, 1903. 3902

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Parks and Play Grounds Association of Montreal, for an act of incorporation. The objects of the said association are the promotion of the following preservation and extension of parks and open spaces in and about the city of Montreal, the improvement of the city and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET.

Solicitors for applicants.

Montreal, 10th December, 1903. 3814

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Thomas Arthur Cimon, student at law, of Quebec, for an act authorizing the board of notaries of the province of Quebec to admit him to the practise of law after having passed his examinations.

THOMAS ARTHUR CIMON,

Student at law.

Quebec, 1st December, 1903. 3696

Avis est par les présentes donné que la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la charte de la cité de Sainte-Cunégonde, et pour obtenir des dispositions législatives pour entr'autres les objets suivants :

Pour déterminer le mode d'ouverture et le prolongement de la rue Dominion, et amender la section vingt-huit de sa charte, III Edouard VII, ch. 63 ; obtenir des pouvoirs supplémentaires relativement au règlement numéro quatre-vingt-dix-huit, du conseil de la cité de Sainte-Cunégonde, et pour autres fins.

E. LUSSIER,  
Procureur de la cité de Sainte-  
Cunégonde de Montréal.  
Montréal, 15 décembre 1903. 3865.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation de la ville de Buckingham, dans le comté de Labelle, et province de Québec, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, incorporant la corporation de la ville de Buckingham, et les actes ci-devant passés par la dite législature les amendant, et pour obtenir que la municipalité de la ville de Buckingham et la corporation de la ville de Buckingham, soient à l'avenir sujettes à la loi concernant les cités et villes, 1903, et pour étendre les limites de la municipalité de la ville de Buckingham, et les pouvoirs de la corporation de la ville de Buckingham, et du conseil d'icelle, et pour ratifier et confirmer les procédures, règlements et actes de la dite corporation et du conseil d'icelle, passés, adoptés ou faits avant la mise en force de l'acte déclarant les dites municipalité et corporation sujettes à la loi concernant les cités et villes, 1903, qui peuvent être à propos et pour autres affaires y ayant rapport et affectant les dites municipalité et corporation.

AYLEN & DUCLOS,  
Procureurs des requérantes,  
La corporation et la ville de Buckingham.  
Buckingham, 4 décembre 1903. 3867.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Ramsay Paint Company," en vue d'obtenir un acte pour amender 59 Victoria, chapitre 69, afin de changer son nom en celui de "A. Ramsay & Son," et aussi changer les noms des directeurs provisoires de la dite compagnie.

LESLIE H. BOYD,  
Procureur des requérants.  
Montréal, 16 décembre 1903. 3893.3

Avis est par les présentes donné que le révérend Héraclius Lavoie, prêtre, curé, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, marchands, Louis Collard et Gédéon Verreault, agriculteurs, tous de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma ; Jean Trancé Armand, marchand, de Toronto ; David Jobin, marchand, de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie ; le révérend J. Almas Larouche, prêtre, curé, et Pitre Gaudreault, marchand, de la paroisse de Saint-Bruno ; Napoléon Michaud, notaire, et Auguste Rémi Hudon, marchand, du village de la station de Hébertville, et J. Simon Michaud, agent de commerce, de Hébertville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qu'ils s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie du chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno Alma", et leur octroyer une charte pour construire et exploiter un chemin de fer dans le comté du Lac Saint-Jean, à partir du village de Hébertville, se

Notice is hereby given that the city of Sainte Cunégonde de Montréal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending the charter of the city of Sainte Cunégonde, and to obtain legislature enactments for the following purposes, amongst others :

To determine the manner of opening and prolonging Dominion street, and to amend section twenty eight of its charter, III Edward the Seventh, ch. 63 ; to obtain supplementary powers referring to the by-law, number ninety eight, of the council of the city of Sainte Cunégonde, and for other purposes.

E. LUSSIER,  
Attorney of the said city of Sainte  
Cunégonde de Montréal.  
Montreal, 15th December, 1903. 3866

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the town of Buckingham, in the county of Labelle, and province of Quebec, for an act to amend the act of said Legislature incorporating the corporation of the town of Buckingham, and the acts heretofore passed by said Legislature amending the same, and to have it declared that the municipality of the town of Buckingham and the corporation of the town of Buckingham shall be, for the future, subject to the "Cities and Towns Act, 1903," and to enlarge the limits of the municipality of the town of Buckingham, and the powers of the corporation of the town of Buckingham, and of the council thereof, and to ratify and confirm such of the proceedings, by-laws, and acts of the said corporation and of the council thereof, passed, adopted or done before the coming into force of the act declaring said municipality and corporation subject to the "Cities and Towns Act, 1903," as may be deemed advisable and for other matters relating to and affecting said municipality and corporation.

AYLEN & DUCLOS,  
Attorneys for applicants.  
The corporation of the town of Buckingham.  
Buckingham, 4th December, 1904. 3868

Notice is hereby given that "The Ramsay Paint Company" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend 59 Victoria, chapter 69, so as to change its name to "A. Ramsay & Son," and to change the names of the provisional directors thereof.

LESLIE H. BOYD,  
Attorney for applicants.  
Montreal, 16th December, 1903. 3894

Notice is hereby given that the Reverend Héraclius Lavoie, parish priest, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, merchants, Louis Collard and Gédéon Verreault, farmers, both of the parish of Saint Joseph d'Alma ; Jean Trancé Armand, merchant, of Toronto ; David Jobin, merchant, of the parish of Saint Cœur de Marie ; the Reverend J. Almas Larouche, parish priest, and Pitre Gaudreault, merchant, of the parish of Saint Bruno ; Napoleon Michaud, notary, and Auguste Rémi Hudon, merchant, of the village of Hébertville station ; J. Simon Michaud, commercial agent, of Hébertville, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them, together with such parties as may become associated with them, by the name of "The Hébertville, Saint Bruno and Alma Railway Company," and to grant them a charter to build and work a railway in the county of Lake Saint John, starting from the village of Hébertville,

dirigeant vers le nord jusqu'à Saint-Joseph d'Alma, et de là courant vers le nord-ouest, passant près des chutes de Péribonca, à l'ouest et au sud-ouest du Lac Saint-Jean, à ou près du village de Mistassini, jusqu'à un point quelconque sur la voie du chemin de fer de la Baie James, même jusqu'à Roberval, formant ainsi un chemin de fer de ceinture autour du dit Lac Saint-Jean; avec de plus un embranchement courant à l'est du village ou station d'Hébertville, jusqu'à eau profonde sur la rivière Saguenay et la Baie des Ha! Ha!

La dite compagnie aura son principal bureau d'affaires au village de Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,

Procureur autorisé.

Québec, 8 décembre 1903.

3779.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Westmount Transit and Power Company," avec pouvoir de construire, posséder, pourvoir et mettre en opération une ligne de chemin de fer électrique dans et à travers la ville de Westmount, communiquant avec le centre de la cité de Montréal; et de construire et mettre en opération des embranchements ou lignes de communication du dit chemin de fer dans et à travers toutes municipalités de l'île de Montréal; et aussi de pourvoir et fournir le gaz pour éclairage et chauffage dans la dite ville de Westmount et municipalités voisines; et de pourvoir et fournir la lumière et pouvoir électrique à la dite ville de Westmount et municipalités voisines, et aussi pour obtenir tous les pouvoirs nécessaires et y ayant rapport.

A. R. OUGHTRED,

Procureur des requérants.

Montréal, 9 décembre 1903.

3795.4

#### AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Gustave Blanche, préfet apostolique de la Côte Nord, Louis LeDoré, curé de Chicoutimi, et Charles LeBrun, directeur du grand séminaire de Rimouski, Pères Eudistes, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Pères Eudistes de la province de Québec," et leur donnant le pouvoir d'acquiescer et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,

Notaires,

Procureurs des requérants.

Québec, 24 novembre 1903.

3691.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la corporation de la cité de Sherbrooke (1) d'emprunter l'argent nécessaire pour payer l'acquisition et la construction d'un appareil pour lumière et pouvoir électrique, et la propriété et les droits nécessaires en rapport avec ceux, au moyen d'une émission spéciale d'obligations de la cité portant la première hypothèque sur toute la dite propriété, appareil et travaux ainsi acquis ou construits, et une première charge sur les revenus d'iceux; et une charge auxiliaire sur les fonds généraux de la cité. Demande sera faite pour que le règlement du conseil pourvoyant au prêt et à l'émission des obligations soit soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la cité en général, et non seulement à ceux qui sont propriétaires d'immeubles.

(2) Amender la section 88 de la charte de la cité, en ajoutant les mots "Electric Light and Power Works" après les mots "Waterworks" dans la troisième ligne du deuxième paragraphe d'icelle.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs de la cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 10 décembre 1903.

3811.4

running northward to Saint Joseph d'Alma, from thence, to the north west passing near the Peribonka Falls, to the west and south west of Lake Saint John, at or near the village of Mistassini, to a certain point on the James Bay Railway, even as far as Roberval, forming thus a belt line around the said Lake Saint John, with moreover, a branch running to the east of the village or station of Hébertville, to deep water on the river Saguenay and Ha! Ha! Bay.

The said company will have its chief business office in the village of Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,

Attorney Authorized

Québec, 8th December, 1903.

3780

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate a company to be known as "The Westmount Transit and Power Company" with power: to build, own, provide and operate a line of electric railway in and through the town of Westmount, communicating with the centre of the city of Montreal; and to provide and operate branches or connecting lines of said railway in and through any municipality of the island of Montreal; and also to provide and supply gas for lighting and heating in the said town of Westmount and adjoining municipalities; and to provide and supply electric light and power to said town of Westmount and adjoining municipalities, and also to secure all powers necessary and incidental thereto.

A. R. OUGHTRED,

Attorney for applicants.

Montreal, 9th December, 1903.

3796

#### NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the Reverend Fathers Gustave Blanche, apostolic prefect for the North Shore, Louis LeDoré, parish priest, of Chicoutimi, and Charles LeBrun, director of the seminary at Rimouski, Eudistes Fathers, for an act to incorporate them under the names of "Les Pères Eudistes de la province de Québec," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,

Notaries,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 24th November, 1903.

3692

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for an act to authorize the corporation of the city of Sherbrooke (1) to borrow the money necessary to pay for the acquisition and construction of an electric light and power plant, and the necessary property and rights in connection therewith, by means of a special issue of debentures of the city, to be made a first hypothec and mortgage on the whole of the said property, plant and works so acquired or constructed, and a first charge upon the revenues thereof; and subsidiarily a charge on the general funds of the city. Application will be made to have the by-law of the council providing for the loan and the issue of debentures submitted for the approval of the municipal electors of the city generally, and not only to those who are proprietors of real estate.

(2) To amend section 88 of the city charter, by adding the words "Electric Light and Power Works" after the words "Waterworks" in the third line of the second paragraph thereof.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors of the city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 10th December, 1903.

3812

## AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérendes Sœurs Marie Michler, dite Sœur Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sœur Ste-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sœur Ste-Claire, et Jeanne Truge, dite Sœur St-Siméon, Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, demeurant à Québec, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaires,

Procureurs des requérants.  
Québec, 28 novembre 1903. 3687.5

## AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Louis Jourdon, supérieur, Pierre Courbon, directeur, et François Barral, économiste, de la cité de Québec, Missionnaires du Sacré-Cœur, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens en cette province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaires,

Procureurs des requérants.  
Québec, 24 novembre 1903. 3689.5

Avis est par le présent donné que "The Toronto General Trusts Corporation", une compagnie incorporée d'après la loi de la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à poursuivre, exercer et faire le commerce d'une compagnie de fidei-commis et de dépôt dans la province de Québec, et de ratifier et confirmer une convention, et un contrat supplémentaire portant respectivement les dates du 13ème jour de juillet 1903, et du 30ème jour de juillet 1903, qui ont été faits entre "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), et "The Toronto Trusts Corporation", pour la vente et l'achat de tout l'actif, l'entreprise, la clientèle, les affaires, les biens, les intérêts et les droits, aussi bien que tous les fidei-commis de toute description et les bien-fonds, propriétés et obligations se rattachant et appartenant à, tenus et exercés par "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), tel que particulièrement mentionnés dans la dite convention et le dit contrat supplémentaire, lesquels dits contrats ont été dûment ratifiés et confirmés suivant les dispositions des statuts de la province d'Ontario.

Daté ce 6 novembre 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Témoin :

E. T. MALONE, avocat, Toronto.

JOHN HOSKIN,

Président.

J. W. LANGMUIR,

Directeur gérant.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,  
3703.5 Avocats de la requérante.

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Reverend Sisters Marie Michler, dite Sister Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sister St-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sister Ste-Claire, and Jeanne Truge, dite Sister St-Siméon, Nuns Missionnaires to South Africa, residing in Quebec, for an act to incorporate them under the names of "Les Religieuses Missionnaires de Notre Dame d'Afrique", and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaries,

Attorneys for the petitioners  
Quebec, 28th November, 1903. 3688

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Reverend Fathers Louis Jourdon, superior, Pierre Courbon, director, and François Barral, procureur, Missionaries of the Sacred Heart, of the city of Quebec, for an act to incorporate them under the names "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,  
Notaries,

Attorneys for the petitioners.  
Quebec, 24th November, 1903. 3690

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the Toronto General Trusts Corporation, a company incorporated under the laws of the province of Ontario, for an act authorizing it to do, transact and carry on the business of a trust and deposit company in the province of Quebec, and to ratify and confirm an indenture of agreement and supplementary agreement, dated respectively the 13th day of July, 1903, and the 30th day of July, 1903, entered into between the Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, and the Toronto General Trusts Corporation, for the sale and purchase of all the assets, undertaking, good will, business, property, interests and rights as well as all trusts of every description and the estate, property and duties connected therewith belonging to, held and exercised by The Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, as particularly set out in said agreement and supplementary agreement, and which agreements have been duly ratified and confirmed in accordance with the provisions of the statutes of the province of Ontario.

Dated the 6th day of November, 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Witness :

E. T. MALONE, Barrister, Toronto.

JOHN HOSKIN,

President.

J. W. LANGMUIR,

Managing director.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,  
3704 Petitioners' attorneys.

## Avis Divers

Cour Supérieure—Montréal.

No 1558.

Dame Rosalinda des Troismaisons, épouse de Louis Viens, commis, tous deux de Chambly Canton, district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MURPHY, LUSSIER & ROY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 décembre 1903. 41

## Miscellaneous Notices

Superior Court—Montréal.

No. 1558.

Dame Rosalinda des Troismaisons, wife of Louis Viens, clerk, both of Chambly Canton, district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MURPHY, LUSSIER & ROY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th December, 1903. 42

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 791.

Dame Marie Janvière Chartrand, épouse commune en biens de Damase Parizeau, commerçant, de la cité et du district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

L<sup>A</sup> MOTHE & TRUDEL,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 14 décembre 1903. 3941.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1867.

Dame Clara Sarah Aron, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Dorfman, du même lieu, commerçant,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Moses Dorfman, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 9 décembre 1903. 3937.2

*Cour Supérieure.—Québec.*  
No 809.

Dame Adèle Catellier, épouse de George Doyer, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gervais, dans le comté de Bellechasse, Demanderesse ;

vs  
Le dit George Doyer, Défendeur.  
Avis est donné qu'une action en séparation de biens entre les parties ci-haut, a été instituée le 3 décembre 1903.

DROUIN, PELLETIER &  
BAILLARGEON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 4 décembre 1903. 3761.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dame Julie Garnot dit Brindamour, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit défendeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Uléophas Dubois, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, en cette cause, le deuxième jour de décembre 1903.

BISAILLON & BROSSARD,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 4 décembre 1903. 3777.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1452.

Dame Maria Morin, épouse commune en biens de Hormisdas Noël, de Montréal, Demanderesse ;

vs  
Hormisdas Noël, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 9 décembre 1903. 3793.4

*Cour Supérieure.—District de Terrebonne.*  
No 271.

Mathilde Renaud, de Larose Station, dans le canton Montcalm, district de Terrebonne, épouse de Elisah Benjamin Beaven, cultivateur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté contre son époux, une action en séparation de biens, le cinquième jour de novembre 1903.

NANTEL & ROCHON,  
Avocats de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 21 décembre 1903. 3947.2

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 791.

Dame Marie Janvière Chartrand, wife common as to property of Damase Parizeau, trader, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband.

LAMOTHE & TRUDEL,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 14th December, 1903. 3942

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1867.

Dame Clara Sarah Aron, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Dorfman, of the same place, trader,  
Plaintiff ;

vs  
The said Moses Dorfman, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 9th December, 1903. 3938

*Superior Court.—Quebec*  
No. 809.

Dame Adèle Catellier, wife of George Doyer, farmer, of the parish of Saint Gervais, in the county of Bellechasse, Plaintiff ;

vs  
The said George Doyer, Defendant.  
Notice is given that an action for separation of property between the above parties has been instituted on the 3rd of December, 1903.

DROUIN, PELLETIER &  
BAILLARGEON,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 4th December, 1903. 3762

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Julie Garnot dit Brindamour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the said defendant, duly authorized for the purposes thereof, Plaintiff ;

vs  
Uléophos Dubois, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, in this cause, on the second day of December, 1903.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 4th December, 1903. 3778

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1452.

Dame Maria Morin, wife common as to property of Hormisdas Noël, of Montreal, Plaintiff ;

vs  
Hormisdas Noël, of the same place, Defendant.  
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

BEAUDRY & BEAUDRY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 9th December, 1903. 3794

*Superior Court.—District of Terrebonne.*  
No. 271.

Mathilde Renaud, of Larose Station, of the township of Montcalm, in the district of Terrebonne, wife of Elisah Benjamin Beaven, farmer and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted against her husband, an action for separation of property, the fifth November, 1903.

NANTEL & ROCHON,  
Attorneys for plaintiff.  
Sainte-Scholastique, 21st December, 1903, 3948

## DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

ELECTION DU 29 OCTOBRE 1903.

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par et pour l'honorable J. C. J. S. McCorkill, avocat et conseil en loi du Roi, candidat à la susdite élection.

Téléphone et télégraphe.....	\$ 33.10
Impression.....	98.82
Voitures.....	62.75
Salles de comité.....	36.00
Hustings.....	5.25
Bureau d'enregistrement, liste des électeurs.....	13.90
Billets de chemins de fer, etc....	15.10
Comptes d'hôtel.....	9.65
Dépenses personnelles du candidat	19.00

\$293.57

Knowlton, 26 décembre 1903.

H. E. WILLIAMS,

Agent.

Knowlton, 28 décembre 1903.

CHAS. S. COTTON,

Officier-rapporteur.

Ouvert pour inspection au bureau du shérif, Sweetsburg, sur paiement de vingt centins. 37

## AVIS.

DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA.

Une séance spéciale de la Cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, nourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mercredi, le 25 jour de mai A. D., 1904, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Registraire.

3915.2

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, jeudi, le 11e jour de février 1904, dans la bâtisse de la Compagnie, au coin sud-est des rues Mountain et Osborne, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien.

Par R. H. MORRIS,

Agent général du bagage.

Montréal, 12 décembre 1903. 3887.3

Avis public est par le présent donné que "The Western Masons Mutual Life Association" s'adressera au lieutenant gouverneur en conseil, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

T. P. BUTLER,

Demandeur de la requérante.

Montréal, 19 octobre 1903. 3707.5

## ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

ELECTION OF 29TH OCTOBER, 1903.

Abstract of statement of election expenses incurred by and on behalf of Honorable J. C. J. S. McCorkill, advocate and King's counsel, a candidate at above named election.

Telephone and telegraph.....	\$ 33.10
Printing.....	98.82
Livery.....	62.75
Committee rooms.....	36.00
Platform.....	5.25
Registry office, voters lists.....	13.90
R. R. fare, &c.....	15.10
Hotel bill.....	9.65
Personal expenses of candidate..	19.00

\$293.57

Knowlton, 26th December, 1903.

H. E. WILLIAMS,

Agent.

Knowlton, 28th December, 1903.

CHAS. S. COTTON,

Returning officer.

Open for inspection at the sheriff's office, Sweetsburg, on payment of twenty cents. 38

## NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A special sitting of "The Exchequer Court of Canada" for the trial of cases, &c., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the Court House, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Wednesday, the 25th day of May A. D., 1904, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

3916

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction on Thursday, the 11th day of February, 1904, in the Company's building, at the south east corner of Mountain and Osborne street, at 10 o'clock a. m., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Company.

Per R. H. MORRIS,

General baggage agent.

Montreal, 12th December, 1903. 3888

Public notice is hereby given that The Western Masons Mutual Life Association intends to apply to the Lieutenant Governor in Council, for authorization to carry on business in the province of Quebec.

T. P. BUTLER,

Attorney for applicant.

Montreal, 19th October, 1903. 3708

## SECTION DE QUEBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à la pratique.—Candidates to practise.

Examens de janvier 1904.—January examinations, 1904.

Nom—Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Alleyn.....	J. Alexandre.....	Plus de 21 ans—over 21 years.	Québec.
Pacaud.....	Lucien T.....	“ “ “	“
Boivin.....	J. P. Henri.....	“ “ “	“

CHARLES DEGUISE,  
Sec. B. Q.  
13-14

Québec, 28 décembre—28th December, 1903.

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC, SECTION DE SAINT-FRANCOIS.

BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, SECTION OF SAINT FRANCIS.

Candidats pour l'admission à la pratique à l'examen qui aura lieu le 12 janvier 1904.

Candidates for admission to practice at examination to be held 12th January, 1904.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Résidence.	Age.
Rugg.....	Frederick S.....	Sherbrooke.....	24 ans—24 years.
Gendron.....	Louis Napoléon Arthur...	“ .....	26 ans—26 years.

CHAS. D. WHITE,  
Secrétaire—Secretary.  
33-34

Sherbrooke, 28 décembre—28th December, 1903.

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL

Candidats à la pratique du droit.—Candidates for the practice of law.

EXAMENS DU 12 JANVIER 1904.—12TH JANUARY'S EXAMINATIONS, 1904.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
1	Archangeault.....	Ls. Henri.....	24 ans—years.	Montréal.
2	Beauchesne.....	L. E. Arthur.....	27 “	“
3	Béique.....	Henri Alphonse.....	26 “	“
4	Buttler.....	William H.....	28 “	“
5	Fortin.....	Anthime F.-X.....	23 “	“
6	Fournier.....	Ls. Philippe.....	29 “	Marieville.
7	Gauthier.....	Zéphirin.....	25 “	Montréal.
8	Lalande.....	Gustave D.....	25 “	“
9	Langlois.....	Jean Charles.....	25 “	“
10	Legault.....	J. Alexandre.....	Plus de—over 21.	Valleyfield.
11	Léveillé.....	Lionel E.....	28 ans—years.	Montréal.
12	Longtin.....	Joseph Armand.....	25 “	“
13	Simon.....	Armand.....	25 “	“
14	Surveyer.....	Paul Adolphe.....	22 “	“
15	Trudeau.....	J. Cléophas.....	25 “	“
16	Westover.....	Egbert Wm.....	Plus de—over 21.	“

PAUL LACOSTE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 30 décembre.—30th December, 1903.

49.50

## SECTION DE QUEBEC.—SECTION OF QUEBEC.

EXAMENS DE JANVIER 1904.—JANUARY EXAMINATIONS, 1904.

Candidats à l'étude.—Candidates to study.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
Dechène ....	Aimé M. ....	22 ans—years....	St-Roch des Aulnaies.	Séminaire, Québec—Seminary.
Fitzpatrick..	Arthur.....	19 " .....	Ottawa.....	Séminaire, Québec, et professeur privé — Quebec Seminary and private tutor.
Gravel.....	Joseph P. A.	20 " .....	Etochemin.....	Séminaire, Québec—Seminary.
Laliberté....	Edgar.....	22 " .....	St-Jean Deschaillons.	do do do
Vien.....	Stanislas....	20 " .....	Lauzon.....	Collège Lévis.

CHARLES DEGUISE,  
Sec. B. Q.  
3917-18.2

Québec, 14 décembre—14th December, 1904.

## BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE BEDFORD.—SECTION OF BEDFORD.

Candidats pour admission à la pratique du droit.—Candidates for the admission to practise law.

Examen du 12 janvier 1904.—Examination on the 12th January, 1904.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
McKeown.....	William Kenneth.....	24 ans—24 years.....	Cowansville, P. Q.

G. H. BAKER,  
Secrétaire du Barreau de Bedford.—Secretary of the Bar of Bedford.  
Sweetsburg, 19 décembre 1903.—19th December, 1903. 3953-54.2

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 4497.

*In re* J. O. Lemire & Cie, de Saint-Guillaume  
d'Upton, Qué.

Avis est par le présent donné que le 24e jour de  
décembre 1903, par ordre de cette cour, nous avons  
été nommés curateurs conjoints des biens des dits  
faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
les dits faillis, sont requises de les produire, attes-  
tées sous serment, sous trente jours de cette date.

WILKS & MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 24 décembre 1903.

5

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

*In re* Félix Loranger, commerçant, Saint-Boniface de  
Shawenegan. Failli.

Avis est par le présent donné que le 23 décembre  
1903, par une ordonnance de la cour, les soussignés  
ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit  
failli.

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, {  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No 4497.

*In re* J. O. Lemire & Co., Saint Guillaume d'Upton,  
Que.

Notice is hereby given that on the 24th day of  
December, 1903, by order of this court, we were  
appointed joint curators to the estate of the said  
insolvents.

All parties having claims against said insolvents,  
are requested to file same, attested under oath,  
within thirty days from this date.

WILKS & MICHAUD,  
Joint curators.

205, Saint James street.  
Montreal, 24th December, 1903.

6

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Felix Loranger, trader, of Saint Boniface de  
Shawenegan. Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court,  
on the 23rd day of December, 1903, the undersigned  
have been appointed joint curators to the estate of  
the said insolvent.

Les réclamations assermentées devront nous être parvenues sous trente jours de la date de cet avis.

WILFRID DAMPHOUSSE,  
T. L. PAGE,

Curateurs conjoints.

Grand'Mère, 24 décembre 1903.

7

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Dame Philomène Bouffard, (The L. O. David Co.), Buckingham, Q., Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Hull.

ARTHUR WADE WILKS,  
Député gardien provisoire.

205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 24 décembre 1903.

29

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 110.

Dans l'affaire de Dame Josephine L'Heureux, (L. P. Lebel & Cie.), Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Montréal.

J. WILFRID MICHAUD,  
Député gardien provisoire.

205, rue Saint-Jacques.

Montréal, 24 décembre 1903.

31

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Louisia Bourque, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, modiste, y faisant affaires comme telle sous les nom et raison de E. & L. Bourque.

Avis est par le présent donné que la dite Louisia Bourque, le 26e jour de décembre courant, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire pour le district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke.

C. MILLIER,  
Gardien provisoire.

Sherbrooke, 29 décembre 1903.

39

### Règle de Cour

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.  
No 296.

Le vingt-six de décembre mil neuf cent trois.

Zéphirin Huot, Demandeur

vs

Philippe Laroche, Défendeur

et

George Lavertu et autres,

Opposants afin de conserver.

Sur ordre du sousigné protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Philippe Laroche, commerçant, de la ville d'Arthabaska, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du dit protonotaire pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Signé) HENRI LAURIER,

P. C. S.

Vraie copie,

HENRI LAURIER,

P. C. S., Arthabaska,

3

2

Sworn claims must be filed with us within thirty days from the date of this notice.

WILFRID DAMPHOUSSE,  
T. L. PAGE,

Joint curators.

Grand'Mère, 24th December, 1903.

8

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } Superior Court.

In the matter of Dame Philomène Bouffard, (The L. O. David Co.), Buckingham, Q., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office in Hull, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

ARTHUR WADE WILKS,  
Deputy provisional guardian.

205, Saint James street.

Montreal, 24th December, 1903.

30

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 110.

In the matter of Dame Josephine L'Heureux, (L. P. Lebel & Co.), Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

J. WILFRID MICHAUD,  
Deputy provisional guardian.

205, Saint James street.

Montreal, 24th December, 1903.

32

Canada, }  
Province of Quebec, } Superior Court.  
District of St. Francis. }

In the matter of Louisia Bourque, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, milliner, carrying on business there as such under the name, style and firm of E. & L. Bourque.

Public notice is hereby given that the said Louisia Bourque, did, on the 26th day of December instant, make in the prothonotary's office for the district of Saint Francis, in the city of Sherbrooke, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

C. MILLIER,  
Provisional guardian.

Sherbrooke, 29th December, 1903.

40

### Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } Superior Court.  
No. 296.

The twenty sixth day of December, one thousand nine hundred and three.

Zéphirin Huot, Plaintiff;

vs.

Philippe Laroche, Defendant;

&amp;

George Lavertu and others,

Opposants for payments.

On the order of the undersigned prothonotary, in the absence of any judge from the *chef-lieu* of this district, seeing the allegation of the insolvency of the said Philippe Laroche, trader, of the town of Arthabaska, defendant, the creditors of the said defendant, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, at Arthabaska, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

(Signed) HENRI LAURIER,

P. S. C.

True copy,

HENRI LAURIER,

P. S. C., Arthabaska.

4

## Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **A** NAISSE DROUIN, De-  
No 3730. } A manderesse ; contre  
AUGUSTIN GAGNE, Défendeur, savoir :

Le lot numéro treize cent dix (1310), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le TREIZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph Beauce, 5 décembre  
1903. 3797.2

[Première publication, 5 décembre 1903.]

## Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **A** NAISSE DROUIN, Plain-  
No. 3730. } A tiff ; against AUGUSTIN  
GAGNE, Defendant, to wit :

Lot number thirteen hundred and ten (1310), of the official cadastre for the parish of Saint Joseph de la Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de la Beauce, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint Joseph Beauce, 5th December,  
1903 3798

[First published, 12th December, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **M** TRES AUGUSTE REAL  
No 288. } M ANGERS, ALBERT  
DE LORIMIER ET EUGENE H. GODIN, tous

des cité et district de Montréal, avocats, y pratiquant comme tels sous les nom et raison de Angers, de Lorimier et Godin, de Montréal, avocats sur distraction de frais, Demandeurs ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A annexée au bref dans cette cause, la propriété de Thomas George Roddick, écuyer, M. P., médecin, des cité et district de Montréal, maintenant entre les mains de Jean Baptiste Adolphe Tison, employé civil, de la dite cité de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par T. G. RODDICK, Défendeur, dans une certaine cause où "The Canada Industrial Company, Ltd.," corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, était dema deresse, et Thomas George Roddick, écuyer, M. P., était défendeur, et "Kensington Land Company", corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la dite cité de Montréal, en liquidation, et James H. Stanton *et al* *ès-qual*, étaient intervenants, la dite "Canada Industrial Company, Ltd.," était intimée, et le dit Jean Baptiste Adolphe Tison, curateur au délaissement.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, T. G. Roddick, maintenant entre les mains du dit curateur, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre formant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (155), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, borné comme suit : au sud-est par le lot officiel numéro cent cinquante-six (156), au sud-ouest par le lot officiel numéro cent cinquante-quatre (154), et du côté nord-est par le lot officiel numéro cent soixante et deux (162), et du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot officiel numéro cent cinquante-cinq (155), contenant une largeur d'environ

## Sheriff's Sales—Montréal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **M** TRES AUGUSTE REAL  
No. 288. } M ANGERS, ALBERT DE  
LORIMIER AND EUGENE H. GODIN, all of the

city and district of Montreal, advocates practising there as such under the name and style of Angers, de Lorimier and Godin, of Montreal, advocates *sur distraction de frais*, Plaintiffs ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A annexed to the writ in this cause, the property of Thomas George Roddick, esquire, M. P., physician, of the city and district of Montreal, now in the hands of Jean Baptiste Adolphe Tison, civil employee, of the said city of Montreal, duly appointed curator to the *délaissement* made by T. G. RODDICK, Defendant, in a certain suit wherein The Canada Industrial Company Ltd., a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, was plaintiff, and Thomas George Roddick, esquire, M. P., was defendant, and Kensington Land Company, a body politic and corporate and duly incorporated, having its principal place of business in the said city of Montreal, in liquidation, and James H. Stanton *et al* *ès-qual*, were intervenants, the said Canada Industrial Company Ltd., was respondent and said Jean Baptiste Adolphe Tison, curator to the *délaissement*.

Seized as belonging to the said défendeur, T. G. Roddick, now in the hands of the said curator, the following immoveable, to wit :

A piece of land forming part of lot number one hundred and fifty five (155), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the parish of Notre Dame de Grâces, bounded as follows : to the south east by official lot number one hundred and fifty six (156), to the south west by official lot number one hundred and fifty four (154), on the north east side by official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north west side by another portion of the said official lot number one hundred and fifty five (155),

cent quatrevingt-quatorze (194) pieds sur une profondeur sur le côté sud-ouest de deux mille soixante et quinze (2075) pieds et sur la ligne de côté nord-est de deux mille cinq (2005) pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et une superficie de dix (10) arpents et 754/1000 d'un arpent, mesure française.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain (1904), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1903. [Première publication, 12 décembre 1903].

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME MARIE GENE-  
No 2722. } VIEVE ADELE  
TRESTLER, autrefois de Montréal, district de Montréal, et maintenant des cité et district de Québec, veuve de feu J. Charles Hubert Lacroix, en son vivant de Montréal susdit, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de son dit époux ; Dame Egérie Lacroix, épouse séparée de biens de Eugène N. Chinic, marchand, de Québec susdit, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et l'honorable Louis Onésime Loranger, juge de la cour supérieure, Victor Geoffron, avocat et membre du parlement fédéral, tous deux de Montréal susdit, et le dit Eugène Chinic, ces trois derniers en leur qualité de fiduciaires nommés par le dit feu J. C. H. Lacroix, aux dits biens d'Ernest Lacroix, Demandeurs ; contre les terres et tenements de THE MONTREAL QUARRY COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Défenderesse.

1. Lots de subdivision Nos. trois cent vingt-huit et trois cent vingt-neuf du lot No trois cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis et situé sur la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—circonstances et dépendances.

2. Lot de subdivision No 1, du lot No 331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint Louis, étant une ruelle faisant front à un bout à la subdivision No 274, du dit lot No 331, étant une rue projetée connue comme rue Saint-Grégoire, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 2 à 19, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur une rue projetée connue comme rue Dufferin, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, la dite rue étant marquée sur les dits plan et livre de renvoi officiels comme subdivision No 20, du dit lot No 331.

Subdivision No 20, du dit lot No 331, étant la rue Dufferin (projetée), dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 21 à 38, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur la dite rue Dufferin projetée, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 39 à 56, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur une rue projetée connue ci-devant comme rue Champlain, maintenant connue comme rue Brebœuf, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 274 à 285, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, le tout faisant front sur une rue projetée connue comme rue Saint-Grégoire, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, la dite rue, étant marquée sur le dit plan comme subdivision No 274, du dit lot No 331 ; subdivision No 284, du dit lot No 331, étant une rue projetée connue ci-devant sous le nom de rue Durham, maintenant rue Garnier ; subdivision No 282, du dit lot No 331, étant aussi une rue projetée, ci-devant connue comme rue Panet, maintenant rue Cardinal ; subdivision No 280, du dit lot No 331, mentionnée sur

containing an average width of one hundred and ninety four (194) feet by a depth in the south west side of two thousand and seventy five feet (2075), and on the north east side line of two thousand and five feet (2005), english measure and more or less, and an area of ten (10) arpents and 754/1000 of an arpent, french measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, (1904), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th December, 1903. [First published, 12th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARIE GENE-  
No. 2722. } VIEVE ADELE TREST-  
LER, formerly of Montreal, district of Montreal, and now of the city and district of Quebec, widow of the late J. Charles Hubert Lacroix, in his lifetime of Montreal aforesaid, as well personally as in her quality of testamentary executrix to the estate of her said husband ; Dame Egérie Lacroix, wife separated as to property of Eugène N. Chinic, merchant, of Quebec, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and the Honorable Louis Onésime Loranger, judge of the superior court, Victor Geoffron, advocate and member of the federal parliament, both of Montreal aforesaid, and the said Eugène Chinic, the three latter in their quality of trustees appointed by the said late J. C. H. Lacroix, to the said estate of Ernest Lacroix, Plaintiffs ; against the lands and tenements of THE MONTREAL QUARRY COMPANY, a body politic and corporate, having its chief business office in the city and district of Montreal, Defendants.

1. Subdivision lots Nos. three hundred and twenty eight and three hundred and twenty nine, of lot No. three hundred and twenty eight, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, and situated on Boyer street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal —with circumstances and dependencies.

2. Lot subdivision No. 1, of lot No. 331, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, being a lane fronting at one end by subdivision No. 274, of said lot No. 331, being a projected street known as Saint Grégoire street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 2 to 19, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on a projected street known as Dufferin street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, said street being marked on the said official plan and in the book of reference as subdivision No. 20, of said lot No. 331.

Subdivision No. 20, of said lot No. 331, being Dufferin street (projected), in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 21 to 38, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on said Dufferin street projected, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 39 to 56, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on a projected street, formerly known as Champlain street, now known as Brebœuf street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 274 to 285, of said lot No. 331, both inclusive, the whole fronting on a projected street known as Saint Gregoire street, in Saint Denis ward of the city of Montreal, the said street marked on said plan as subdivision No. 274, of said lot No. 331 ; subdivision No. 284, of said lot No. 331, being a projected street formerly known under the name of Durham street, now Garnier street ; subdivision No. 282, of said lot No. 331, being also a projected street, formerly known as Panet street, now Cardinal street ; subdivision No. 280, of said lot No. 331, shown on said plan as a projected street, Chambord

le dit plan comme une rue projetée, rue Chambord ; subdivision No 278, du dit lot No 331, mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée, ci-devant connue comme rue Champlain, maintenant rue Breboeuf ; subdivision No 276, du dit lot No 331, mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée sous le nom de rue Dufferin ; subdivision No 274, du dit lot No 331, étant aussi mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée connue comme rue Saint-Grégoire.

Un morceau de terre de forme irrégulière formant partie du lot connu sous le No 331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis ; borné en front, où il mesure environ 50 pieds, par le chemin de la Côte Saint-Louis ou chemin des Carrières, en arrière, où il mesure environ 94 pieds, par le chemin de fer Pacifique Canadien (partie du dit lot 331), du côté nord-est, où il mesure environ 415 pieds, par le lot 332, des dits plan et livre de renvoi et du côté sud-ouest, le long d'une ligne irrégulière, par une autre partie du dit lot 331, les dimensions sont de mesure anglaise.

Tout l'immeuble en deuxième lieu décrit formant qu'une seule terre de forme irrégulière, situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et étant maintenant exploité par les défendeurs comme carrière—ensemble avec tous les bâties, machines, appareils et autres immeubles qui s'y trouvent, soit par nature ou destination, appartenant aux défendeurs.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montreal, 9 décembre 1903. 3801.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

street ; subdivision No. 278, of said lot No. 331, shown on the said plan as a projected street, formerly known as Champlain street, now Breboeuf street ; subdivision No. 276, of said lot No. 331, being shown on the said plan as a projected street under the name of Dufferin street ; subdivision No 274, of said lot No. 331, being also shown on the said plan as a projected street known as Saint-Grégoire street.

A piece of land of irregular figure forming part of the lot known as No 331, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis ; bounded in front, where it measures about 50 feet, by the Cote Saint Louis Road or Chemin des Carrières, in rear, where it measures about 94 feet, by the Canadian Pacific Railway (part of said lot 331), on the north east side where it measures about 415 feet, by the lot 332, of said plan and book of reference, and on the south west side, along an irregular line, by another portion of said lot 331, the dimensions are the english measure.

The whole of the foregoing secondly described immoveable property forming one block of land of irregular figure, and situated in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and being presently exploited by the defendants as a quarry—together with all buildings, machinery, plant and all other immoveables thereon, whether by nature or destination, and which belong to the defendants

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 9th December, 1903. 3802  
[First published, 12th December, 1903.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } JOSEPH VARIN, journalier, No 651. } de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, Demandeur ; contre JOHN McCOMBE, médecin, du même lieu, Défendeur, et Henry Aylen, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, avocat, et Arnold W. Duclos, du même lieu, avocat, pratiquant ensemble comme tels dans la cité de Hull, scus les nom et raison de Aylen & Duclos, demandeurs par distraction de frais.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, à savoir :

Un morceau de terre formant partie du lot numéro 533, des plan et livre de renvoi officiels du village de Buckingham, (maintenant la ville de Buckingham), dans le comté d'Ottawa, division d'enregistrement de Labelle, commençant, à un point à une distance de 200 pieds, à angles droits du côté nord-est de la rue Principale à un point aussi à une distance de 102 pieds 10 pouces, dans une direction sud-est du coin sud du lot 477, des dits plan et livre de renvoi officiels sur le dit côté nord-est de la rue Principale ; et du dit point de départ s'étendant dans une direction nord-ouest, parallèle au dit côté nord-est de la rue Principale, une distance de 180 pieds ; de là, dans une direction nord-est, à angles droits à la dite ligne de 180 pieds, une distance de 66 pieds ; de là, dans une direction sud-est parallèle au dit côté nord-est de la rue Principale, une distance de 180 pieds ; de là, à angles droits jusqu'à la dite ligne en dernier lieu mentionnée de 180 pieds dans une direction sud-ouest, une

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } JOSEPH VARIN, laborer, of No. 651. } the town of Buckingham, district of Ottawa, Plaintiff ; against JOHN McCOMBE, physician, of the same place, Defendant, and Henry Aylen, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, barrister, and Arnold W. Duclos, of the same place, advocate, practising together as such at the city of Hull, under the name and style of Aylen & Duclos, plaintiffs par distraction de frais.

Seized as belonging to said plaintiff, to wit :

A piece of land forming part of lot number 533, of the official plan and book of reference of the village of Buckingham (now the town of Buckingham), in the county of Ottawa, registration division of Labelle, and beginning at a point 200 feet distant at right angles from the north east side of Main street, at a point also distant 102 feet 10 inches, in a south easterly direction from the south corner of lot 477, of said official plan and book of reference on the said north east side of Main street ; and from said point of beginning extending in a north westerly direction parallel to the said north east side of Main street, a distance of 180 feet ; thence, in a north easterly direction at right angles to said line of 180 feet, a distance of 66 feet ; thence, in a south easterly direction parallel to said north east side of Main street, a distance of 180 feet ; thence, at right angles to said last mentioned line of 180 feet in a south westerly direction, a distance of 66 feet to the point of beginning, containing by admea-

distance de 66 pieds, jusqu'au point de départ, contenant suivant mesure 11,880 pieds en superficie, mesure anglaise; borné au nord-est et au sud par une partie du dit lot 533, et à l'ouest par partie du dit lot 477, et partie du dit lot 533, laquelle dite partie du lot 533, susdit saisi, faisant front sur une rue récemment ouverte dans la ville de Buckingham, sous le nom de First avenue, et la dite partie du dit lot 533, ainsi saisie, est maintenant mentionnée sur un plan préparé par un nommé George C. Rainboth, arpenteur provincial, dans l'année 1902, ou environ, comme lots 533-81 et 533-82, le plan Rainboth, n'a pas encore été approuvé tel que requis par la loi—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 30 décembre 1903. Shérif. 57

[Première publication, 2 janvier 1904.]

(Les publications du 5 et du 26 décembre sont nulles.)

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

*Cour de Québec.*

Québec, à savoir: } **L** A SOCIETE DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUEBEC; contre ALBERTINE BISSONNETTE ET VIR, à savoir:

Le lot No 1230 (mille deux cent trente), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Dollard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, au capital de \$100.00, payable le 29 juin, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 30 décembre 1903. Shérif. 65

[Première publication, 2 janvier 1904.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **M** ARIE BOUCHER; contre No 956. } **L** OUIS SANFAÇON, FILS, à savoir:

Le lot No 83 (quatre-vingt-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, étant un lot de terre situé au nord du chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 17 décembre 1903. Shérif. 3895.2

[Première publication, 19 décembre 1903.]

#### FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir: } **L** A CITE DE QUEBEC; No 1492. } **T** contre ZELIA F. FISET ET VIR, à savoir:

Le lot No 3628 (trois mille six cent vingt-huit), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la

surement 11,880 feet in superficies, english measure; and which is bounded on the north east and south by a portion of said lot 533, and on the west by part of said lot 477 and part of said lot 533, and which said part of lot 533 aforesaid herein seized, fronts on a street recently opened in said town of Buckingham, under the name of First avenue, and said part of said lot 533 herein so seized, is now also shown on a plan prepared by one George C. Rainboth, provincial land surveyor, in or about the year 1902, as lots 533-81 and 533-82, said Rainboth plan has not yet been approved as required by law—with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire de Nazianze of Buckingham, on the SECOND day of FEBRUARY next 1904, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 30th December, 1903. Sheriff. 58

[First published, 2nd January, 1904.]

(Publications of the 5th and 26th of December are null.)

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

*Circuit Court.*

Québec, to wit: } **T** HE QUEBEC PERMANENT No. 4788 } **B**UILDING SOCIETY; against ALBERTINE BISSONNETTE ET VIR, to wit:

Lot No. 1230 (one thousand two hundred and thirty), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Dollard street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, to the capital of \$100.00, payable on the 29th June, to the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold in my office, at the city of Québec, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 30th December, 1903. Sheriff. 66

[First published, 2nd January, 1904.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **M** ARIE BOUCHER; against No. 956. } **L** OUIS SANFAÇON, JUNIOR, to wit:

Lot No. 83 (eighty three), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, being a lot of land situate on the north of the public road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Québec, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff Office, Québec, 17th December, 1903. Sheriff. 3896

[First published, 19th December, 1903.]

#### FIERI FACIAS

*Recorder's Court.*

Québec, to wit: } **T** HE CITY OF QUEBEC; No. 1492. } **T** against ZELIA F. FISET ET VIR, to wit:

Lot No. 3628 (three thousand six hundred and twenty eight), of the official cadastre for Saint

cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Latourelle—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$7.00, payable le premier mai, à la Communauté de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 17 décembre 1903. 3897.2  
[Première publication, 19 décembre 1903.]

John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Latourelle street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$7.00, payable on the first of May, to the Community of l'Hôtel-Dieu de Quebec.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on the TWENTY SECOND day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Quebec, 17th December, 1903. 3898  
[First published, 19th December, 1903.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 2732. { **L.** M. LANGLOIS, Demandeur ;  
contre AUGUSTE VAILLANCOURT, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres sur le lot No 13, cadastre officiel, onzième rang, canton Cabot, paroisse Saint Moïse.

Pour être vendus à la porte de l' glise de la paroisse de Saint-Moïse, le QUATORZIEME jour de JANTIER 1904,   DIX heures a. m.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Rimouski, 9 décembre 1903. 3815.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Rimouski.*

No 5103. { **P.** Z. DUBE, Demandeur ; contre  
TREMBLAY, Défendeurs, savoir :

Comme appartenant à Ambroise Tremblay :  
Une terre située au deuxième rang du canton Massé, de 100 acres en superficie—avec bâtisses, connue sous le numéro 4 ; bornée à l'ouest à Eugène Soucy, à l'est à Joseph Deschenes.

Pour être vendue à la porte de l' glise de la paroisse de Saint-Gabriel, le DOUZIEME de jour JANVIER 1904,   DIX heures avant midi.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 9 décembre 1903. 3817.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. } **D**AME PHILO-  
MENE LAN-  
GLOIS, Demande-  
No 129. } resse ; vs SOLOMON  
BEAUDOIN, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, faisant partie du lot numéro trois cent cinq (No 305), du cadastre de la dite paroisse, d'un demi arpent de front sur un

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—Rimouski.*

No. 2732. { **L.** M. LANGLOIS, Plaintiff ;  
against AUGUSTE VAILLANCOURT, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, buildings and others on lot number 13, official cadastre, eleventh range of township Cabot, parish of Saint Mo se.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mo se, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 9th December, 1903. 3816  
[First published, 12th December, 1903.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—Rimouski.*

No. 5103. { **P.** Z. DUBE, Plaintiff ; against  
TREMBLAY, Defendants, to wit :

As belonging to Ambroise Tremblay :  
A land situate in the second range of the township Mass , of 100 acres in area—with buildings, known as number 4 ; bounded on the west by Eugène Soucy, and on the east by Joseph Deschenes.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel, on the TWELFTH day of JANUARY 1904, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 9th December, 1903. 3818  
[First published, 12th December, 1903.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinth. } **D**AME PHILO-  
MENE LAN-  
GLOIS, Plaintiff ;  
No. 129. } vs SOLOMON  
BEAUDOIN, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, Bagot county, being part of lot number three hundred and five (No. 305), of the cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Liboire,

arpent de profondeur, et borné comme suit : en front par une rue publique, en profondeur à Hormisdas Girard, d'un côté à Aimé Bouthillette, et de l'autre côté à François Quintal.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 15 décembre 1903. 3859  
[Première publication, 2 janvier 1904.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Trois-Rivières, à savoir : } **SOCIÉTÉ DE PRÊTS**  
No 2540. } **ET PLACEMENTS**  
**DE QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Québec, Demanderesse ; vs **CHARLES JOSEPH EUGÈNE CHARBONNEAU**, Défendeur.

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro sept cent trente-sept (737), de la subdivision du lot numéro six cent vingt-huit (628), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de deux cent soixante et cinq pieds dans la ligne sud-ouest et de deux cent trente pieds de la ligne nord-est, mesure anglaise, contenant vingt-quatre mille huit cent cinquante pieds en superficie, plus ou moins ; borné en avant par Hemlock Avenue (Nos 628-740), en arrière par un embranchement de la compagnie Great Northern Railway, au sud-ouest par une ruelle qui doit être ouverte entre le dit lot et le numéro sept cent trente-six (628-736), tel que démontré au nouveau plan de subdivision projeté, et au nord-est par le numéro sept cent trente-huit (628-738)—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et le droit de passage en commun avec la propriétaire du lot adjoignant, dans la susdite ruelle.

Les annonces déjà faites étant déclarées nulles et de nul effet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3807.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DOLPHE REGIS**,  
No 500. } **A** Demandeur ; vs  
**JEAN DOUCET**, Défendeur.

Comme appartenant au demandeur saisi :

Un lot de terre situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le rang des Chenaux, connu et désigné sous le numéro cent vingt-neuf-quatre (129-4), de la subdivision du lot numéro cent vingt-neuf (129), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, d'après les plan et livre de renvoi faits pour la subdivision du dit lot No 129 ; borné au sud-ouest par la rivière Saint-Maurice, au nord-ouest par le lot No 129-5, au nord-est par la ligne de division entre le rang des Grès et la concession Saint-Flavien, et au sud-est par le lot No 129-3,

containing half an acre of land in front by one acre in depth ; and bounded in front by a street, in rear by Hormisdas Girard, on one side by Aimé Bouthillette and on the other side by François Quintal.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 15th December, 1903. 3860  
[First published, 2nd January, 1904.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Québec.*

Three Rivers, to wit : } **SOCIÉTÉ DE PRÊTS**  
No. 2540. } **ET PLACEMENTS**  
**DE QUÉBEC**, a body politic and corporate, and having its chief place of business in the city of Québec, Plaintiffs ; vs **CHARLES JOSEPH EUGÈNE CHARBONNEAU**, Defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, known and described as number seven hundred and thirty seven (737), of the subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, measuring one hundred feet in width by a depth of two hundred and sixty five feet on the south west alignment and of two hundred and thirty feet on the north east alignment, english measure, containing twenty four thousand eight hundred and fifty feet in area, more or less ; bounded in front by Hemlock avenue, (No. 628-740), in rear by a branch line of the Great Northern railway, on the south west by a lane to be opened between the said lot and number seven hundred and thirty six (628-736), such as shewn on the new projected subdivision plan, and on the north east by number seven hundred and thirty eight (628-738)—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the right of passage in common with the proprietor of the adjoining lot, by the said lane.

The advertisements already made being declared null and of null effect.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 9th December, 1903. 3808  
[First published, 12th December, 1903.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **DOLPHE REGIS**,  
No. 500. } **A** Plaintiff ; vs **JEAN DOUCET**, Defendant.

Seized as belonging to the plaintiff seized :

A lot of land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the range des Chenaux, known and described as number one hundred and twenty nine-four (129-4), of the subdivision of the number one hundred and twenty nine (129), of the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel, according to the plan and book of reference made for the subdivision of the said lot No. 129 ; bounded on the south west by the river Saint Maurice, on the north west by lot No. 129-5, on the north east by the division line between the range des Grès and the

ayant trois arpents de largeur sur une profondeur moyenne de dix-sept arpents et six perches.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3803.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.  
Trois-Rivières, à savoir : } A VILA HOULE, De-  
No 469. } A mandeur ; contre  
JOSEPH DEMERS, Défendeur, et François  
Siméon Tourigny *et al*, distrayants saisissants.

Comme appartenant au dit Avila Houle, demandeur, saisi :

Un certain lot de terre situé en la ville de Shawinigan Falls, maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-cinq, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628 45), aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise ; borné en front par la Troisième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le lot No 628-44, et du côté ouest par le lot No 628 46, avec le droit de passage dans la dite ruelle, en arrière en commun avec les propriétaires voisins y ayant droit—avec bâtisse y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le DOUZIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3805.2  
[Première publication, 12 décembre 1903.]

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE VERCHÈRES.

Avis public est par les présentes donné par moi, Aimé Geoffrion, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'encan public, au village de la paroisse de Verchères, dans la salle des séances du conseil de cette municipalité, MERCREDI, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures avant-midi, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires et des frais encourus.

Municipalité du village de Varennes.

Un terrain au nom des héritiers Elie Savaria, propriétaires, étant les trois-quarts sud-ouest du lot numéro soixante et cinq (65), sur le cadastre officiel de la dite municipalité.

Montant dû..... \$20.37

Un terrain au nom des héritiers Cyriac Langlois, propriétaires, étant le lot numéro trente (30), sur le cadastre officiel de la dite municipalité.

Montant dû..... \$5.63

AIME GEOFFRION,  
Secrétaire-trésorier.

Verchères, 22 décembre 1903. 1

concession Saint Flavien, and on the south east by the lot No. 129-3, measuring three arpents in width by an average depth of seventeen arpents and six perches.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 9th December, 1903. 3804  
[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.  
Three Rivers, to wit : } A VILA HOULE, Plain-  
No. 469. } A tiff ; against JOSEPH  
DEMERS, Defendant, and François Siméon Tourigny *et al*, distracting attorneys seizing.

As belonging to the said Avila Houle, plaintiff, seized

A certain lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, now known and described as number forty five (45), on the plan of the subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628-45), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in front by the depth of ninety two feet, english measure ; bounded in front by Third street, in rear by a lane, on the east side by lot No. 628-44, and on the south west by lot No. 628-46, with the right of passage in common with the proprietors of the adjoining lots by the said line, in rear—with building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 9th December, 1903. 3806  
[First published, 12th December, 1903.]

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF VERCHÈRES.

Public notice is hereby given by me, Aimé Geoffrion, secretary treasurer, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the county council hall, at Verchères, where the said council holds its sessions, on WEDNESDAY, the SECOND day of MARCH next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, in default of payment of the municipality and school taxes, with costs incurred, before the sale, to wit :

Municipality of the village of Varennes.

A land in the name of the heirs Elie Savaria, owners, being the south west three quarters of lot number sixty five (65), on the official cadastre of the said municipality.

Amount due..... \$20.37

A land in the name of the heirs Cyriac Langlois, owners, being lot number thirty (30), on the official cadastre of the said municipality.

Amount due..... \$5.63

AIME GEOFFRION,  
Secretary treasurer.

Verchères, 22nd December, 1903. 2

## Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier un certain acte de vente passé devant E. W. H. Phillips, notaire, le quatrième jour de mai dix-neuf cent trois, entre les héritiers et représentants légaux de feu George Hastings et James E. Wilder, et pour autoriser la vente de la terre décrite dans le dit acte, et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,  
MACPHERSON & HAGUE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 décembre 1903. 53

Avis est par le présent donné que Joseph Dussault, Frank Carrel, T. J. Moore, L. A. Proulx, Jos. Mercier, Jos. Beauchamp, A. S. Demers, Frs N. Faber, Léger Brousseau, L. E. Thompson, J. A. K. Laflamme, G. Vincent, imprimeurs, de Québec, Cyrille Delage, représentant "La Compagnie de Publication Le Soleil", et D. Watson, gérant de "La Compagnie d'Imprimerie Le Chronicle", s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les constituant en corporation civile, sous le nom de "L'Association des Maîtres-Imprimeurs de Québec", dans le but de s'aider mutuellement et de promouvoir les intérêts généraux de l'imprimerie à Québec.

JOSEPH DUSSAULT,  
Président.

67

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par Agenor H. Tanner, P. L. Gadoury, Wilfrid Bessette, Roméo Houllé, Joseph Gadoury, N. P., pour obtenir l'incorporation de fabricants de fromage et de beurre de la province de Québec, sous le nom de "Cheese and Butter Makers Association of the Province of Quebec," pour en régulariser la fabrication et promouvoir les intérêts des dites industries dans la province, par les moyens qui seront jugés à propos, avec tous les pouvoirs nécessaires pour parvenir à ses fins.

T. F. ASTLE,  
Procureur des requérants.

Montréal, 31 décembre 1903. 55

## Avis de Faillites

District de Kamouraska.—Cour Supérieure.  
No 225.

Dans l'affaire de Wilfrid Talbot, commerçant, de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, Failli.

Avis est donné que le vingt-quatre décembre courant, le sousigné a été, par ordonnance de la cour, nommé curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. LANGLAIS,  
Curateur.

Fraserville, 31 décembre 1903. 61

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.

In re J. O. Goyette, hôtelier, de la ville et du district d'Iberville, Failli.

Avis est donné que le vingt-quatrième jour de décembre courant, le sousigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify a certain deed of sale passed before E. W. H. Phillips, notary, on the fourth day of May nineteen hundred and three, between the heirs and legal representatives of the late George Hastings and James E. Wilder, and to authorize the sale of the land in said deed described, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,  
MACPHERSON & HAGUE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 30th December, 1903. 54

Notice is hereby given that Joseph Dussault, Frank Carrel, T. J. Moore, L. A. Proulx, Jos. Mercier, Jos. Beauchamp, A. S. Demers, Frs N. Faber, Léger Brousseau, L. E. Thompson, J. A. K. Laflamme, G. Vincent, printers, of Québec, Cyrille Delage, representing "La Compagnie de publication Le Soleil," and D. Watson, manager of "The Chronicle Printing Company," will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain an act incorporating them as a body politic, by the name of "The Association of the Master Printers of Québec," for the purpose of mutually assisting each other and of promoting the general printing interests of Québec.

JOSEPH DUSSAULT,  
President.

68

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, by Agenor H. Tanner, P. L. Gadoury, Wilfrid Bessette, Roméo Houllé, Joseph Gadoury, N. P., for the incorporation of the cheese and butter makers of the province of Québec, under the name of "Cheese and Butter Makers' Association of the province of Québec," to regularise the practice and promote the interests of the said industries in the province, by such means as shall appear expedient with all the powers necessary to carry out its purposes.

T. F. ASTLE,  
Attorney for applicants.

Montreal, 31st December, 1903. 56

## Bankrupt Notices

District of Kamouraska.—Superior Court.  
No. 225.

In the matter of Wilfrid Talbot, trader, of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, Insolvent.

Notice is given that by order of the court on the twenty fourth day of December instant, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment of his estate for the benefit of his creditors.

Claims, attested under oath, must be filed in my hands within thirty days from this notice.

P. LANGLAIS,  
Curator.

Fraserville, 31st December, 1903. 62

Province of Québec, }  
District of Iberville. } Superior Court.

In re J. O. Goyette, hotelkeeper, of the town and district of Iberville, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty fourth day of December, 1903, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the pro-

dit J. O. Goyette, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

JOSEPH LAVOIE,  
Curateur.

Saint-Jean, 28 décembre 1903. 59

Cour Supérieure.—Quebec.  
No 1247

Dans l'affaire de Appolinaire Rousseau, de la cité de Québec, hôtelier, Débiteur insolvable ;

et

Edouard Roumilhac,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

F. X. MAROIS,  
Gardien provisoire.

Québec, 30 décembre 1903. 69

Province de Québec. }  
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.  
No 147.

Dans l'affaire de J. Adélarde Lacerte, marchand, Saint-Sévère, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le 20 janvier 1904.

Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Curateurs conjoints.

41, Edifice des Tramways.  
Montréal, 2 janvier 1904. 51

Dans l'affaire de J. A. Beaudette & Cie, (Alice Beaudette), épicier, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 18 janvier 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 décembre 1903. 63

perty of the said J. O. Goyette, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOSEPH LAVOIE,  
Curator.

Saint Johns, 28th December, 1903. 60

Superior Court—Quebec.  
No. 1247.

In the matter of Appolinaire Rousseau, of the city of Quebec, hotel keeper, Insolvent debtor ;

and

Edouard Roumilhac,

Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of the superior court, at Quebec.

F. X. MAROIS,  
Provisional guardian.

Quebec, 30th December, 1903 70

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } Superior Court.  
No. 147.

In the matter of J. Adélarde Lacerte, merchant, Salut Sévère, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 20th January, 1904.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Joint curators.

41, Street Railway Building.  
Montreal, 2nd January, 1904. 52

In the matter of J. A. Beaudette & Cie, (Alice Beaudette), grocer, Québec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 18th January, 1904, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.  
Québec, 30th December, 1903. 64

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 1.*

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 1.*

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Aron vs Dorfman, 13 ; Catellier vs Doyer, 13 ; Chartrand vs Parizeau, 13 ; des Troismaisons vs Viens, 12 ; Garnot dit Brindamour vs Dubois, 13 ; Morin vs Noël, 13 ; Renaud vs Beaven, 13.
- ANNONCEURS :—**Avis aux :—Concernant avis, etc., 1.
- ASSOCIATION FORMÉE :—**First Canadian Benefit Society of Radautzer, 4.
- AVIS :—**Canadian Pacific Railway Co, 14 ; Cour de l'Échiquier du Canada, 14 ; The Western Masons Mutual Life Association, 14.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 6 ; Conseil législatif, 5.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Ramsay Paint Coy, 10 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 12 ; Les Pères Eudistes de la province de Québec, 11 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, 12 ; The Toronto General Trusts Corporation, 12 ; Thomas Arthur Cimon, 9 ; Compagnie du chemin de fer Hébertville de Saint-Bruno d'Alma, 10 ; Corporation de la cité de Sherbrooke, 11 ; The Westmount Transit Power Coy, 11 ; Cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, 10 ; Corporation de la ville de Buckingham, 10 ; Bureau protestant des commissaires d'écoles pour la cité de Montréal, 9 ; Commissaires d'écoles de Sherbrooke, 9 ; Parks and Play Grounds Association, 9 ; Cheese and Butter Makers Association of the province of Quebec, 25 ; Cité de Hull, 8 ; G. Hastings and J. E. Wilder, 25 ; L'association des Maîtres-Imprimeurs de Québec, 25.
- ELECTION :—**Etat des dépenses :—District électoral de Brome, 14.
- EXAMENS :—**Inspecteurs d'écoles protestantes :—Section de Bedford, 16 ; Section de Montréal, 15 ; Section de Québec, 15 ; Section de Québec, 16 ; Section de Saint François, 15.
- FAILLIS :—**Dme Beaudette, 26 ; Dme Bouffard, 17 ; Dme Bourque, 17 ; Dme L'Heureux, 17 ; Goyette, 25 ; Lacerte, 26 ; Lemire & Cie, 16 ; Loranger, 16 ; Rousseau, 26 ; Talbot, 25.
- LETTRES PATENTES :—**La Société J. B. Rolland & Fils, 3.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demande d'annexer ou d'ériger, etc :—Saint-Emile, comté de Soulanges, 5.
- MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—**Canton Campbell, comté de Labelle, 4.
- NOMINATION :—**Commissaire d'écoles :—Chicoutimi, 2 ; Nicolet, 2 ; Québec, 2.  
Juges de paix :—Bedford, 1 ; Montréal, 1.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDES DE TRANSFERT :—**Léonidas Laliberté, 4.
- ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Aron vs Dorfman, 13 ; Catellier vs Doyer, 13 ; Chartrand vs Parizeau, 13 ; des Troismaisons vs Viens, 12 ; Garnot dit Brindamour vs Dubois, 13 ; Morin vs Noël, 13 ; Renaud vs Beaven, 13.
- ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c., 1.
- ASSOCIATION FORMED :—**First Canadian Benefit Society of Radautzer, 4.
- NOTICE :—**Canadian Pacific Railway Coy, 14 ; The Exchequer Court of Canada, 14 ; The Western Masons Mutual Life Association, 14.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 6 ; Legislative Council, 5.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**Ramsay Paint Coy, 10 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 12 ; Les Pères Eudistes de la province de Québec, 11 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre Dame d'Afrique, 12 ; The Toronto General Trusts Corporation, 12 ; Thomas Arthur Cimon, 9 ; Compagnie du chemin de fer Hébertville de Saint Bruno d'Alma, 10 ; Corporation of the city of Sherbrooke, 11 ; The Westmount Transit Power Coy, 11 ; City of Sainte Cunégonde de Montreal, 10 ; Corporation of the town of Buckingham, 10 ; Protestant Board of school commissioners for the city of Montreal, 9 ; School commissioners of Sherbrooke, 9 ; Parks and Play Grounds Association, 9 ; Cheese and Butter Makers Association of the province of Quebec, 25 ; City of Hull, 8 ; G. Hastings and J. E. Wilder, 25 ; The Association of the Master Printers of Quebec, 25.
- ELECTION :—**Statement of costs :—Electoral district of Brome, 14.
- EXAMINATIONS :—**Inspectors of protestant schools :—Section of Bedford, 16 ; Section of Montreal, 15 ; Section of Quebec, 15 ; Section of Quebec, 16 ; Section of Saint Francis, 15.
- INSOLVENTS :—**Dme Beaudette, 26 ; Dme Bouffard, 17 ; Dme Bourque, 17 ; Dme L'Heureux, 17 ; Goyette, 25 ; Lacerte, 26 ; Lemire & Co, 16 ; Loranger, 16 ; Rousseau, 26 ; Talbot, 25.
- LETTERS PATENT :—**La Société J. B. Rolland & Fils, 3.
- SCHOOL MUNICIPALITY :—**Application to annex or to erect, &c :—Saint Emile, county of Soulanges, 5.
- MUNICIPALITY, AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—**Township Campbell, county of Labelle, 4.
- APPOINTMENT :—**School commissioners :—Chicoutimi, 2 ; Nicolet, 2 ; Quebec, 2.  
Justice of the peace :—Bedford, 1 ; Montreal, 1.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—**Léonidas Laliberté, 4.

NOTAIRES, MINUTES TRANSFÉRÉES : - A Joseph Roch Mainville, 4 ; A Victor Joannette, 4.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 2.

RÈGLE DE COUR :—Huot vs Laroche, 17.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—Cantons Dequen, 3 ; Douglas, 3 ; Roux, 3 ; Simard, 3 ; Taché, 3 ; Tremblay, 3.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Comté de Verchères, 24.

**VENTES PAR LES SHERIFFS :**

BEAUCÉ :—Dme Drouin vs Gagné, 18.

MONTREAL :—Angers et al vs Roddick, 18 ; Dme Trestle et al vs The Montreal Quarry Coy, 19.

OTTAWA :—Varin vs McCombe, 20.

QUÉBEC :—Dme Boucher vs Sansfaçon, 21 ; La cité de Québec vs Dme Fiset et vir, 21 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Bissonnette et vir, 21.

RIMOUSKI :—Dubé vs Tremblay et al, 22 ; Langlais vs Vaillancourt, 22.

SAINT-HYACINTHE :—Dme Langlois vs Beaudoin, 22.

TROIS-RIVIÈRES :—Houle vs Demers, 24 ; Regis vs Doucet, 23 ; Société de Prêts et Placements de Québec vs Charbonneau, 23.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—To Joseph Roch Mainville, 4 ; To Victor Joannette, 4.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 2.

RULE OF COURT :—Huot vs Laroche, 17.

CROWN LANDS, CANCELLATION :—Townships Dequen, 3 ; Douglas, 3 ; Roux, 3 ; Simard, 3 ; Taché, 3 ; Tremblay, 3.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—County of Verchères, 24.

**SHERIFFS' SALES :**

BEAUCÉ :—Dme Drouin vs Gagné, 18.

MONTREAL :—Angers et al vs Roddick, 19 ; Dme Trestle et al vs The Montreal Quarry Coy, 19.

OTTAWA :—Varin vs McCombe, 20.

QUÉBEC :—Dme Boucher vs Sansfaçon, 21 ; The city of Quebec vs Dme Fiset et vir, 21 ; The Quebec Permanent Building Society vs Bissonnette et vir, 21.

RIMOUSKI :—Dubé vs Tremblay et al, 22 Langlais vs Vaillancourt, 22.

SAINT HYACINTHE :—Dme Langlois vs Beaudoin, 22.

TREES RIVERS :—Houle vs Demers, 24 ; Regis vs Doucet, 23 ; Société de Prêts et Placements de Québec vs Charbonneau, 23.